



Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE DU SITUATION

GLOBAL

Le cessez-le-feu comme un déguisement de « paix », les coutures de l'accord entre Washington et Téhéran

RÉGIONAL

La remilitarisation de la guerre contre les drogues en Amérique latine

LOCAL

Que signifie l'élection d'Abelardo de la Espriella comme président de la Colombie pour la période 2026-2030 ?

Le cessez-le-feu comme un déguisement de « paix », les coutures de l'accord entre Washington et Téhéran

Lentente annoncée le 14 juin 2026 entre les États-Unis et l'Iran a été présentée comme la conclusion d'une guerre qui, pendant trois mois et demi, a embrasé le Moyen-Orient et étranglé le marché énergétique mondial. Bien que, dans ce type d'accords, il vaille réellement la peine de lire les clauses en petits caractères, puisqu'il s'agit d'un mémorandum d'entente qui prolonge de soixante jours le cessez-le-feu entre les deux pays et laisse en suspens le sort du programme nucléaire iranien, dans l'attente d'une négociation ultérieure. Son premier geste tangible, et le plus sensible pour les marchés, est la réouverture du détroit d'Ormuz, avec une signature formelle prévue à Genève et la médiation du Pakistan et d'Oman. Le qualificatif de « paix » est, à strictement parler, prématuré. Il s'agit en réalité d'une trêve tr (CFR, 2026; The Hill, 2026).

Cette question est une plaie nucléaire qui demeure ouverte. Le président américain lui-même a reconnu que presque tous les points avaient été convenus, sauf celui qui comptait réellement — le nucléaire —, et a qualifié l'Iran d'« inflexible » ; Téhéran, pour sa part, a affirmé

que l'accord était « à quelques centimètres » tout en dénonçant des exigences étendues. Le plan américain en quinze points, divulgué en mars, exigeait que l'Iran cesse de recourir à des milices interposées dans la région et mette fin au financement et à l'armement de groupes alliés comme le Hezbollah. En échange, le mémorandum prévoit le déblocage d'environ 24 milliards de dollars de fonds iraniens, dont la moitié avant le début des négociations finales. Ainsi, l'architecture de l'accord monétise la désescalade et organise la logistique, mais reporte le cœur du conflit (enrichissement, missiles balistiques et sanctions) à un délai de soixante jours dont l'issue est, à tout le moins, incertaine (NBC News, 2026).

“Bien qu’il ne soit pas parti à l’accord, Jérusalem observe avec méfiance un texte qu’elle considère insuffisant.”

Le grand absent de la table est Israël, et son omission révèle la fracture stratégique la plus pertinente du moment. Bien qu'il ne soit pas parti à l'accord, Jérusalem observe avec méfiance un texte qu'elle considère insuffisant. Netanyahu l'a qualifié de décision de Trump et a souligné qu'Israël maintenait ses propres intérêts, en particulier face à la menace nucléaire iranienne. L'opposition a été plus dure, des dirigeants comme Yair Lapid et Yair Golan l'ont décrit comme un échec historique qui laisse intacte l'infrastructure nucléaire et canalise des milliards vers Téhéran. L'arrière-plan est électoral, mais aussi doctrinal, car face à la logique de désescalade et commerciale de Washington, Israël conserve une position plus exigeante. Netanyahu a averti que son « doigt reste sur la gâchette » et qu'il est prêt à reprendre le combat à tout moment, et refuse de se retirer des territoires conquis au Liban, en Syrie et à Gaza. Un accord de cette ampleur, dans ces circonstances, ne ferme pas le front, mais le fige sur une alliance américano-israélienne visiblement sous tension ([PBS News, 2026](#)).

Cependant, l'aile la plus inflammable est libanaise, opérant sur une piste parallèle. Après la guerre de 2024 qui a gravement affaibli le Hezbollah et contraint ses forces à se replier au nord du fleuve Litani, le groupe chiite est diminué mais non éliminé. Ainsi, les États-Unis ont négocié séparément une trêve et ont annoncé le 16 avril un cessez-le-feu de dix jours entre Israël et le Liban, avec Beyrouth exigeant le retrait israélien et Tel-Aviv insistant sur

le désarmement du Hezbollah. Le gouvernement libanais de Joseph Aoun et Nawaf Salam a avancé dans ce désarmement, mais la milice résiste ; son dirigeant Naim Qassem a averti qu'il répondrait aux attaques israéliennes, tandis que le président du Parlement a conditionné la remise des armes au respect préalable des obligations par Israël. Une fragile cessation supplémentaire, convenue à Washington début juin sans la participation du Hezbollah, maintient à peine le calme. C'est précisément cette offensive dans le sud du Liban qui, selon de nombreux observateurs, pourrait faire dérailler l'entente plus large avec l'Iran ([Al Jazeera, 2026](#)).

Ce qui émerge, dès lors, n'est pas un nouvel ordre régional, mais une pause chargée d'incertitudes. « L'axe de la résistance » iranien a été vidé — Hamas dévasté à Gaza, où le nombre de morts palestiniens dépasse les 73 000, et Hezbollah acculé —, mais la formule promue par Washington semble délibérément confondre la fin des hostilités avec la résolution du conflit. Un programme nucléaire dont le savoir technique demeure intacte, un Israël qui se réserve le veto par la force, un Hezbollah qui refuse de se subordonner et une négociation de soixante jours sans garanties composent un équilibre reposant davantage sur l'épuisement des parties que sur une convergence d'intérêts. La diplomatie transactionnelle de Trump peut exhiber Ormuz rouvert et les missiles réduits au silence comme victoire ; mais tant que l'essentiel ne sera pas réglé, il convient de lire cet épisode comme une trêve de cristal, non comme une paix.

The Remilitarization of the War on Drugs in Latin America

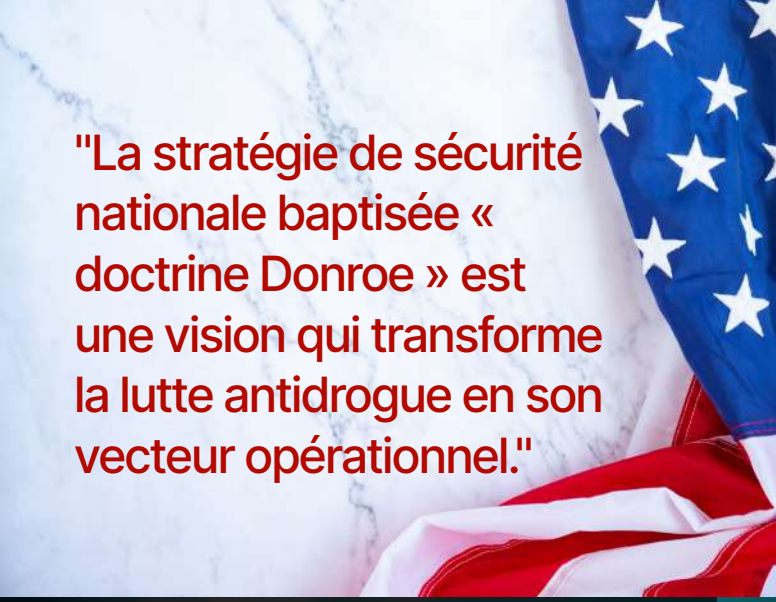
La carte de sécurité de l'hémisphère se reconfigure autour d'un postulat que la Maison-Blanche ne dissimule plus. La stratégie de sécurité nationale baptisée « doctrine Donroe » est une vision qui transforme la lutte antidrogue en son vecteur opérationnel. La capture de Nicolás Maduro en janvier et les plus de 200 morts dans les bombardements de « narcolanchas » en ont été le prélude ; mais la véritable nouveauté est la prolifération d'opérations militaires conjointes sur le sol souverain latino-américain. Lue avec les catégories de l'interdépendance complexe, le phénomène apparaît paradoxal, la force revient au centre, et l'interdépendance se révèle moins « complexe » qu'asymétrique, Washington étant capable de transformer la dépendance d'autrui en levier politique.

En mars 2026, l'Équateur a inauguré ce modèle en devenant le premier pays de la région à accueillir des opérations conjointes avec le Commandement Sud contre des groupes qualifiés de « narcoterroristes », à la suite d'une réunion à Quito entre Noboa et le général Francis Donovan ; depuis lors, des forces combinées ont coulé un narco-sous-marin et détruit des camps comme celui du chef « Mono Tole » à Sucumbíos. L'argument de Noboa pour légitimer ces opérations est qu'environ 70 % de la cocaïne mondiale transite par les ports équatoriens, normalisant ainsi la cession d'autonomie en échange de renseignement,

de drones et de désignations de Washington comme celles visant Los Lobos et Los Choneros ([Diario Libre, 2026](#); [Panorama Ecuador, 2026](#)). Mais la tension souverainiste refait surface, en novembre 2025, les Équatoriens ont rejeté par référendum l'installation de bases militaires étrangères, précisément ce que Noboa promet.

Or, le Venezuela expose la version la plus brute de cette asymétrie. Le 12 juin, le Commandement Sud a mené une attaque létale contre Héctor Guerrero Flores, alias « Niño Guerrero », chef principal du Tren de Aragua, dans le sud-est de Bolívar, dans l'Arc minier de l'Orénoque ; Caracas a confirmé sa mort et reconnu l'apport de renseignement de la CIA et un soutien technique spécialisé, dans le cadre de sa propre offensive contre les structures criminelles contrôlant l'exploitation minière illégale ([Descifrado, 2026](#)). Que le gouvernement de Delcy Rodríguez — à qui Trump avait promis un coût encore plus élevé que celui payé par Maduro s'il ne faisait pas « ce qu'il faut » — collabore aujourd'hui avec ceux qui ont renversé son prédécesseur illustre la coercition comme ciment de ces accords. Cependant, la mort de Guerrero repose sur des preuves remarquablement fragiles : le seul enregistrement est une vidéo d'environ dix secondes — une vue aérienne d'une structure à toit métallique et une explosion, sans corps ni personnes visibles — ; le cadavre est apparu à côté de la maison, l'identité a mis des jours à être confirmée, et les habitants affirment que les bandes avaient été alertées trois jours à l'avance et que plusieurs chefs se sont échappés. L'information n'est pas vérifiée et contredit le résultat annoncé, mais elle anticipe l'écart entre le spectacle de la décapitation et sa vérification. ([Vanguardia, 2026](#); [Infobae, 2026](#)).

Cette opération, plus qu'une simple opération antidrogue, constitue la phase d'exécution d'une réorganisation de l'Arco Minero visant à l'aligner sur Washington. Le contexte



"La stratégie de sécurité nationale baptisée « doctrine Donroe » est une vision qui transforme la lutte antidrogue en son vecteur opérationnel."

économique est explicite : le 4 mars, le secrétaire d'État à l'Intérieur, Doug Burgum, s'est rendu à Caracas avec plus de vingt entreprises minières pour rencontrer Rodríguez et Cabello ; l'administration Trump négocie avec Minerven la vente d'une tonne d'or (environ 165 millions de dollars, avec Trafigura comme transporteur) et, le 1er mai, la Corporation vénézuélienne des mines a signé un protocole d'accord avec la société américaine Heeney Capital, dont les achats garantis devraient se situer entre 2 200 et 5 200 millions de dollars par an, le tout dans le cadre d'une nouvelle loi sur les mines et d'une augmentation annoncée d'au moins 30 % de la production aurifère d'ici 2026. Pendant des années, des syndicats criminels se sont partagé l'or, les diamants et le coltan grâce à des accords conclus avec les autorités et des entreprises d'origine chinoise et russe ; ce que le gouvernement provisoire démantèle aujourd'hui — le « Tren de Aragua », les syndicats et la guérilla colombienne, y compris Humberto Martes, alias « Humbertico », maître de l'exploitation minière illégale au Kilomètre 88 — ne relève pas seulement de la délinquance, mais aussi du contrôle criminel et de la présence sino-russe, qui seront remplacés par des opérateurs américains ([El Universo, 2026](#); [Bitácora Económica, 2026](#); [EFE, 2026](#)). Caracas paie avec son territoire et son or la légitimité et l'oxygène économique dont elle a besoin, tandis que l'Arco Minero devient un atout géoéconomique placé sous tutelle américaine.



De son côté, l'Amérique centrale montre comment la pression s'exerce en chaîne. Le Guatemala est devenu le deuxième pays à accepter des opérations combinées. Arévalo et le secrétaire Hegseth ont convenu des modalités lors d'un appel le 19 mai, avec des opérations pouvant débuter en quelques semaines ; toutefois, le président a nié qu'il s'agisse d'opérations conjointes et a précisé qu'il s'agirait d'actions dirigées par les forces guatémaltèques, sans troupes étrangères. Le Honduras constitue le maillon le plus récent : le 16 juin, le chef d'état-major hondurien a confirmé que Washington et Tegucigalpa discutent d'« opérations de combat » contre le crime organisé et que ce sera au président Nasry Asfura de décider quand l'armée américaine pourra intervenir, en s'appuyant sur l'ancienne base de Soto Cano-Palmerola et sur une présence persistante de la DEA et de la CIA ([The New York Times, 2026](#)).

Cela pourrait contraindre d'autres pays à accepter une coopération directe et normaliser la présence militaire américaine dans toute la région, avec l'hémisphère occidental comme « priorité numéro un ». La contradiction est que la reconfiguration des bandes honduriennes répond en partie aux opérations du

Pentagone dans les Caraïbes — l'effet ballon classique. Enfin, un revers politique a mis à nu le projet : le « Hondurasgate ». La fuite, fin avril, de 37 enregistrements attribués à l'entourage de Juan Orlando Hernández, ancien président condamné pour narcotrafic aux États-Unis et gracié par Trump. Ces enregistrements décriraient une trame alignant la droite hondurienne avec le Parti républicain, Israël et l'Argentine de Milei pour financer la victoire d'Asfura, rétablir Hernández et financer, avec des fonds publics, une machine de désinformation contre Petro et Sheinbaum. Un narcoprésident gracié opérant comme pivot régional sous la bannière antidrogue révèle jusqu'à quel point la lutte contre le narcotrafic sert de façade à un réalignement idéologique ([La Silla Vacía, 2026](#); [Latinoamerica21, 2026](#); [El Mostrador, 2026](#)).

Cependant, le Mexique constitue le contrepoint qui définit les limites de la doctrine. L'élimination de Nemesio Oseguera, « El Mencho », le 22 février 2026 a été réalisée exclusivement par les forces mexicaines, sans participation américaine ; Claudia Sheinbaum a rejeté les opérations conjointes et, avec la Colombie et le Brésil, le pays a été exclu du « Bouclier des Amériques ». Mais dans le cas mexicain, la mort d'« El Mencho » a déclenché une guerre de succession entre « El 03 », « El

Sapo » et « El Jardinero » — ce dernier capturé par la marine en avril —, tandis que le CJNG continue d'opérer dans une quarantaine de pays. Dans ce contexte, le parallèle avec le Tren de Aragua est révélateur : une organisation fonctionnant déjà comme une franchise décentralisée survit plus facilement à la chute de son chef le plus visible, avec davantage d'adaptabilité (*Caribe Peninsular*, 2026). Dans ce type de structures, l'élimination des dirigeants produit fragmentation et trophées médiatiques, mais non la défaite des réseaux du crime organisé transnational (COT), qui sont, par nature, résilients et adaptables.

Au final, ce qui se construit n'est pas une politique antidrogue plus efficace, mais une architecture de domination dont la devise est l'échange de souveraineté contre sécurité et protection politique. Le critère d'admission est idéologique — les gouvernements de gauche sont exclus, soumis à pression ou, comme au Venezuela, intervenus —, tandis que la

récompense réelle est géopolitique : freiner la Chine, sécuriser les ressources stratégiques (du pétrole vénézuélien à l'or de l'Orénoque) et reconstruire des chaînes d'approvisionnement hémisphériques. Cela maintient une asymétrie structurelle : les États-Unis fixent les règles et les partenaires absorbent les coûts (juridiques, souverains et réputationnels) d'une guerre dont le scénario est écrit à Washington. Ce filtre commence déjà à s'appliquer dans les urnes : la victoire serrée d'Abelardo de la Espriella, le 21 juin, soutenue par Trump et immédiatement adoubée par Washington, dessine le passage de la Colombie du bloc exclu à celui des partenaires alignés. Pendant ce temps, les cartels servent de prétexte mobilisateur ; le véritable projet — et sa durabilité face à des réseaux criminels mutables, des sociétés rejetant la tutelle militaire et une Chine attentive — reste la grande inconnue que les récits de « coups décisifs contre le crime » refusent encore de résoudre.



Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



Andrea Mojica
Consultante Sénior



Camilo Jácome
Consultant Junior

Que signifie l'élection d'Abelardo de la Espriella comme président de la Colombie pour la période 2026-2030 ?

Abelardo de la Espriella est le nouveau président de la Colombie. Le 21 juin, il — avocat pénaliste, entrepreneur et « outsider » du mouvement Defensores de la Patria — s'est imposé face à Iván Cepeda au second tour avec environ 49,7 % contre 48,7 %, soit un écart d'environ 250000 voix, inférieur à un point de pourcentage. Le résultat, encore en phase de précomptage et dans l'attente du décompte officiel, est contesté : Cepeda a annoncé des recours concernant environ 33000 bureaux et le président Petro a émis des doutes avant de préciser que cela « relève des juges ». Avec une participation record de plus de 26 millions d'électeurs (environ 63 %), le pays est quasiment divisé en deux et clôt le cycle du petrisme à la Casa de Nariño. De la Espriella prendra ses fonctions le 7 août avec un

mandat étroit en termes d'écart électoral mais ambitieux en programme : il a annoncé la signature d'environ 90 décrets dès le premier jour. La question est donc non seulement ce qu'il fera, mais aussi avec quelle marge réelle ([Acento, 2026](#)).

Sur le plan économique, le programme est centré sur l'offre et la dérégulation : réduction et simplification fiscales pour les entreprises, diminution drastique de la taille de l'État (fusion de dix-neuf ministères en dix, réduction des effectifs, suppression d'agences), respect strict de la règle budgétaire et objectif de croissance ambitieux, jusqu'à 7 % par an.

LOCAL

Le signal en faveur de l'investissement est délibéré, avec une réduction des formalités administratives, la modernisation de la DIAN grâce à l'intelligence artificielle, des crédits immobiliers subventionnés et une formule vice-présidentielle qui apporte une crédibilité technique face à des marchés qui avaient déjà récompensé la montée en puissance du candidat par un « trade électoral » à la hausse. Mais le contexte est défavorable : il y a un déficit budgétaire élevé, un ralentissement économique et de sérieux doutes quant au financement des promesses de campagne, aggravés par le manque d'expérience administrative du nouveau chef de l'État. Le pilier productif est axé sur l'exploitation des ressources naturelles et attire les investisseurs — nationaux et étrangers — grâce à la promesse d'une sécurité juridique et d'une approche technique (Diario de Occidente, 2026). Il reste toutefois confronté à un risque évident : un programme dépourvu de la force législative nécessaire pour le soutenir.

Par ailleurs, la sécurité constitue le cœur du projet politique et le point où la Colombie s'inscrit dans le réordonnement hémisphérique. De la Espriella enterre la « Paz Total », privilégie l'offensive étatique et la récupération du contrôle territorial, promet dix mégaprisons — dans une logique inspirée de Bukele —, une Première Ligne de Sécurité composée de réservistes et de vétérans, un bloc de recherche contre l'extorsion et l'éradication de 330 000 hectares de coca par fumigation aérienne, extinction de domaine, substitution et extradition. En outre, sur ce point particulier, la coopération avec Washington est renforcée. Marco Rubio a félicité le président élu dès la connaissance des résultats et a proposé de travailler « de

près » sur la sécurité régionale, la migration et les liens économiques ; Milei et Noboa ont réagi immédiatement de la même manière. Lu à la lumière de la doctrine Donroe, le signal est clair : le critère idéologique d'admission qui régit l'échiquier régional est, cette fois, satisfait dans les urnes, sans nécessité de pression ni d'intervention (CAMBIO, 2026).

Cette même agenda ouvre le front des droits et de l'État de droit. Le modèle carcéral inspiré du Salvador traîne des critiques internationales concernant les conditions de détention et les garanties ; le retour de la fumigation aérienne et l'option du fracking déclenchent des alertes environnementales ; et les insinuations visant à revoir le maintien dans l'OEA et l'ONU pointent vers un retrait des cadres multilatéraux de contrôle. La promesse de ne pas persécuter les opposants coexiste avec un début de gouvernement par décret et une rhétorique de main ferme qui, transposée au terrain du conflit armé, met sous tension le respect du droit international humanitaire (SEMANA, 2026). Il convient ici de souligner que la sécurité juridique offerte au capital n'équivaut pas, en elle-même, à une sécurité juridique pour les citoyens. Il s'agit de deux dimensions distinctes, et le nouveau gouvernement devra démontrer s'il est capable de soutenir les deux simultanément.

La limite réelle pourrait être imposée par le Congrès élu le 8 mars, qui a laissé le Pacte historique — de nouveau dans l'opposition — comme première force, avec 62 sièges entre la Chambre et le Sénat ; le Centre démocratique, allié naturel du nouveau gouvernement, est arrivé second avec environ 45 sièges, et les partis traditionnels — Libéral, Conservateur et La U — redeviennent les arbitres.

Ainsi, De la Espriella gouvernera avec un législatif fragmenté dans lequel le bloc le plus important lui est ouvertement hostile, et il dépendra de coalitions pour faire adopter les réformes fiscales et de réduction de l'État qui, aujourd'hui, ne sont pas encore garanties, mais qu'il obtiendra probablement compte tenu de la configuration législative, laissant toutefois moins de contrepoids dans d'autres branches du pouvoir public. D'où le pari des quatre-vingt-dix décrets, avec lesquels il pourra fixer une orientation depuis l'exécutif tout en négociant une majorité cohérente. Le Congrès s'installera le 20 juillet et Cepeda, arrivé second à l'élection, occupera un siège au Sénat en vertu du Statut de l'opposition (El Colombiano, 2026).

Dans cette ligne, le petrisme ne disparaît pas, mais se transforme et conserve un soutien populaire sans précédent. Petro a alterné la remise en question du précomptage — « on ne peut proclamer président personne » — avec un appel au calme et au respect des décisions judiciaires, une ambiguïté qui maintient vivante la narration de fraude sans franchir totalement la ligne institutionnelle. Cepeda a reconnu le caractère non contraignant du résultat et a intensifié la contestation avec le dépôt de recours. Désormais, deux dynamiques clés se dessinent : d'une part, une direction de l'opposition disputée entre Petro — tenté par un rôle de leadership régional de la gauche — et Cepeda, qui arrive au Sénat avec son propre capital politique ; d'autre part, la possible réactivation de l'assemblée constituante que le gouvernement avait reportée pour ne pas peser sur la campagne, un drapeau qui, s'il est relancé, s'accompagnera de mobilisation sociale. La rue a déjà donné des signes dès la nuit électorale, avec blocages, incendies de pneus et attaques contre les postes de police et les transports publics à Bogotá et Cali, tandis que la Registraduría, les organisations professionnelles et les missions d'observation internationale appelaient au calme et renvoyaient les contestations vers les mécanismes légaux. Le risque de gouvernabilité n'est donc pas seulement législatif, mais aussi, et surtout, un problème de légitimité, avec un exécutif entrant dont l'élection ne rassemble pas près de la moitié des Colombiens(SEMANA, 2026; QHubo Medellín, 2026).



RÉFÉRENCES

Al Jazeera. (2026, 4 junio). Israel, Lebanon agree to conditional ceasefire. Al Jazeera.
<https://www.aljazeera.com/news/2026/6/4/israel-and-lebanon-agree-to-conditional-ceasefire>

Acento. (2026, 22 junio). De la Espriella celebra, pero Cepeda pide esperar el escrutinio: ¿qué viene tras el apretado balotaje en Colombia? Acento.
<https://acento.com.do/france24/de-la-espriella-celebra-pero-cepeda-pide-esperar-el-escrutinio-que-viene-tras-el-apretado-balotaje-en-colombia-9703628.html>

Beltrán, J. (2026, 22 junio). Resultado de las Elecciones en Colombia 2026: De la Espriella gana a Iván Cepeda en la segunda vuelta por la Presidencia. Primicias.
<https://www.primicias.ec/internacional/elecciones-colombia-segunda-vuelta-votaciones-resultados-ivan-cepeda-abelardo-espriella-125869>

Bitácora Económica. (2026, 5 mayo). Plan de seguridad en el Arco Minero requiere un “reordenamiento territorial profundo”, apunta experto.
<https://bitacoraeconomica.com/plan-de-seguridad-en-el-arco-minero-requiere-un-reordenamiento-territorial-profundo/>

Blanquicet, J. A. (2026, 10 junio). La operación militar en zona minera de Venezuela que genera tensión por la influencia del Eln, la ‘Segunda Marquetalia’ y bandas criminales. El Tiempo.
<https://www.eltiempo.com/justicia/conflicto-y-narcotrafico/la-operacion-militar-en-zona-minera-de-venezuela-que-genera-tension-por-la-influencia-del-eln-la-segunda-marquetalia-y-bandas-criminales-3563308>

CAMBIO. (2026). Radiografía al programa de Abelardo de la Espriella: mano dura, motosierra fiscal y promesas difíciles de financiar. CAMBIO COLOMBIA.
<https://cambio colombia.com/analisis-programa-gobierno-abelardo-espriella-propuestas-viabilidad-elecciones>

Caribe Peninsular. (2026). Abatimiento de «El Mencho»: Implicaciones para el CJNG y la seguridad nacional.
<https://caribepeninsular.mx/abatimiento-de-el-mencho-implicaciones-para-el-cjng-y-la-seguridad-nacional/>

CFR. (2026, 15 junio). Trump's Iran Deal: What We Know, What's Contested, and What Remains Unresolved. Council On Foreign Relations.
<https://www.cfr.org/articles/is-a-u-s-iran-deal-within-reach-six-key-issues-that-could-shape-a-ceasefire>

Descifrado. (2026, 13 junio). Trump anuncia que el Comando Sur ejecutó ataque letal contra “Niño Guerrero” en Venezuela -. Descifrado.
<https://www.descifrado.com/2026/06/12/trump-anuncia-que-el-comando-sur-ejecuto-ataque-letal-contr-nino-querrero-en-venezuela/>

Diario Libre. (2026, 2 marzo). Ecuador anuncia el inicio de operaciones conjuntas antidrogas junto a EE. UU. - Diario Libre. Diario Libre.
<https://www.diariolibre.com/mundo/america-latina/2026/03/02/operaciones-conjuntas-contr-narcotrafico-en-ecuador-con-estados-unido/3455056>

Diario Occidente. (2026, 22 junio). La seguridad y la reducción del tamaño del Estado, nuevo gobierno.
<https://occidente.co/colombia/la-seguridad-la-reduccion-del-tamano-del-estado-gobierno-de-la-espriella/>

El Colombiano. (2026, 9 marzo). Elecciones al Senado: Pacto Histórico y Centro Democrático lideran y se disputan las mayorías | El Colombiano. El Colombiano.
<https://www.elcolombiano.com/colombia/conformacion-resultados-senado-2026-asi-quedo-conformado-KC34369399>

El Mostrador. (2026, 1 junio). Periodista que destapó Hondurasgate: “Hoy el conflicto ya no es solamente ideológico”. El Mostrador.
<https://www.elmostrador.cl/unidad-de-investigacion/2026/06/01/periodista-que-destapo-hondurasgate-hoy-el-conflicto-ya-no-es-es-solamente-ideologico/>

El Universo. (2026, 14 junio). Así es la lujosa casa de alias Humbertico que fue saqueada en Venezuela tras operación militar. EL UNIVERSO.
<https://www.eluniverso.com/noticias/internacional/asi-es-la-lujosa-casa-de-alias-humbertico-que-fue-saqueada-en-venezuela-tras-operacion-militar-nota/>

Infobae. (2026, 15 junio). Venezuela dijo que el operativo que mató al “Niño Guerrero” golpeó la estructura de las principales bandas criminales. Infobae.
<https://www.infobae.com/america/america-latina/2026/06/15/venezuela-dijo-que-el-operativo-que-mato-al-nino-querrero-golpeo-la-estructura-de-las-principales-bandas-criminales/>

NBC News. (2026, 15 junio). Trump says U.S.-Iran deal ‘complete’ after months of negotiations [Video]. NBC News.
<https://www.nbcnews.com/news/us-news/deal-reached-united-states-iran-war-rcna350039>

NPR. (2026, 15 junio). U.S. and Iran announce an initial deal to end the war and reopen the Strait of Hormuz. NPR.
<https://www.npr.org/2026/06/15/nx-s1-5858590/us-iran-deal-updates>

PBS News. (2026). Israelis angry over U.S.-Iran peace deal lash out at Netanyahu.
<https://www.pbs.org/newshour/world/israelis-argry-over-u-s-iran-peace-deal-lash-out-at-netanyahu>

The Hill. (2026). Initial deal to end US-Iran war moves toward formal signing despite lingering questions.
<https://thehill.com/homenews/ap/ap-international/ap-defense-minister-says-israel-wont-withdraw-from-land-seized-in-lebanon-syria-and-gaza/>

Panorama Ecuador. (2026, 18 marzo). Ecuador entra en el mapa estratégico de las operaciones militares de Estados Unidos, según el Departamento de Guerra. Panorama Ecuador Noticias.
<https://panoramaecuador.com/ecuador-entra-en-el-mapa-estrategico-eeuu/>

SEMANA. (2026a, junio 21). Las propuestas de Abelardo de la Espriella en 13 puntos clave. Semana - Últimas Noticias de Colombia y el Mundo.
<https://www.semana.com/politica/articulo/las-propuestas-de-abelardo-de-la-espriella-en-13-puntos-clave/202654/>

SEMANA. (2026b, junio 22). Gustavo Petro e Iván Cepeda: después del 7 de agosto: ¿quién será el jefe de la oposición? Semana - Últimas Noticias de Colombia y el Mundo.
<https://www.semana.com/confidenciales/articulo/gustavo-petro-e-ivan-cepeda-despues-del-7-de-agosto-quien-sera-el-jefe-de-la-oposicion/202610/>

The New York Times. (2026). Guatemala acuerda ataques conjuntos con EE. UU. contra el narcotráfico. The New York Times En Español.
<https://www.nytimes.com/es/2026/05/28/espanol/america-latina/guatemala-ataques-narco-estados-unidos.html>

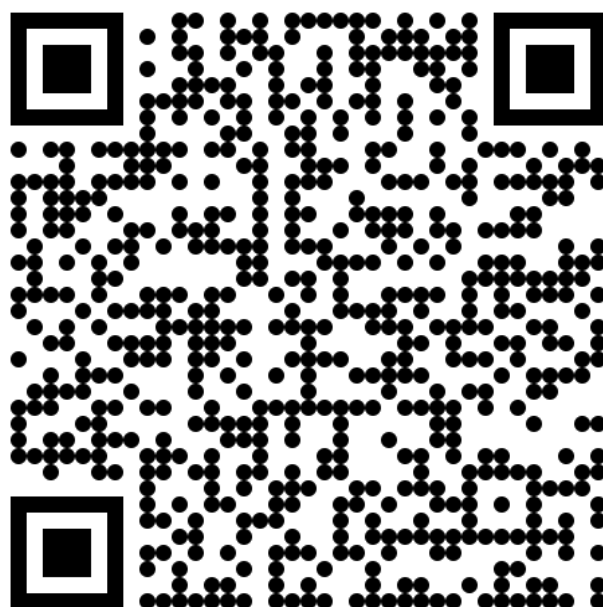
Vanguardia. (2026, 13 junio). La caída de ‘Niño Guerrero’, líder del Tren de Aragua: una vida de fugas, sangre y lujos exorbitantes. www.vanguardia.com.
<https://www.vanguardia.com/mundo/2026/06/12/la-caida-de-nino-querrero-lider-del-tren-de-aragua-una-vida-de-fugas-sangre-y-lujos-exorbitantes/>

Vásquez, C. F. (2026, 22 junio). EN VIDEO: Así fueron los disturbios en el país tras las elecciones | Q’HUBO Medellín. Q’HUBO Medellín.
<https://qhubomedellin.com/actualidad/local/orden-publico/disturbios-elecciones-presidenciales-colombia-2026-Kl38030280>

Note. Le travail d’investigation et d’analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l’examen et de la consultation des informations présentées.



**SECURITY
COLOMBIA**



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin